

Deutsche Telekom : baisses de salaire contre maintien de l'emploi

Deutsche Telekom va mal. Le groupe a averti en janvier que ses résultats seraient inférieurs aux attentes. Il s'agissait du second profit-warning en six mois. Pas de surprise, les trimestriels sont en effet décevants. L'opérateur a publié en mars un bénéfice net annuel en baisse de 43,4%.

Les raisons de ces difficultés sont connues : Deutsche Telekom doit faire face à une baisse de ses abonnés dans la téléphonie fixe (comme ses concurrents européens) et affronter une concurrence acharnée pour la fourniture d'accès à internet.

René Obermann, le nouveau patron de l'opérateur a présenté un nouveau plan destiné à améliorer la compétitivité du groupe. Outre des coupes franches et des investissements dans la fibre optique, le groupe entend réduire ses coûts de 900 millions d'euros.

Et le principal poste visé sera les salaires des employés. Deutsche Telekom propose ainsi de baisser de 12% en deux ans, les salaires de 50.000 personnes. En contre-partie, leurs emplois seront garantis jusqu'en 2010... Drôle de marché ou infâme chantage ?

Ces salariés sont majoritairement issus de la branche services client, qui à terme devrait être externalisée au sein d'une nouvelle entité baptisée T-Services.

Les syndicats, connus en Allemagne pour leurs capacités de dialogue, ont cette fois claqué immédiatement la porte des négociations. « *Un accord est totalement exclu. On ne peut pas attendre de tels sacrifices des salariés* », commente Lothar Schröder du syndicat Ver.di.

Pour autant, la direction entend aller jusqu'au bout. Deutsche Telekom est dans une position très difficile : 2 millions de clients ont quitté son réseau fixe en 2006 et (contrairement à France Télécom), il ne domine pas outrageusement le marché de l'ADSL.

Le groupe compte lancer T-Service en juillet, avec ou sans l'aval des syndicats. La grève générale se profile, une première en Allemagne.

Rappelons néanmoins que le groupe pourrait très vite trouver de l'argent frais grâce à la cession de Club-Internet en France. Une vente qui pourrait lui rapporter plus de 450 millions d'euros.